

Du lobbying international à l'intérêt local : variations à partir d'un congrès ordinaire

CECI n'est qu'un modeste rapport de mission, donc un regard résolument succinct et fondamentalement incomplet, qui vise à livrer une analyse personnelle des idées dominantes qui se sont dégagées lors du « *Congrès international sur la gestion de la vie sauvage : associer population et faune pour un avenir durable* » organisé par la TWS (*The Wildlife Society*) à San José de Costa-Rica (19-25 Septembre 1993). Il contient de ce fait un certain nombre de réflexions qui, si elles n'ont pas l'avantage d'être toutes nouvelles (je rabâche, avec beaucoup d'autres, certaines choses depuis plusieurs années) n'en sont pas moins importantes car pas encore bien admises et pourtant toujours d'actualité comme l'ont montré les discussions. Pour certains, ces quelques notes risquent donc de ne pas apporter beaucoup de nouveautés. Pour d'autres, c'est peut-être l'occasion de découvrir que la protection des ressources naturelles et de la faune en particulier n'est pas une lubie « d'écolo » mais bien une discipline sérieuse, voire grave, qui aura dans les années à venir un rôle de plus en plus important dans l'avancement de l'espèce humaine.

Les acteurs d'« un tout petit monde »

TWS est une puissante ONG américaine qui, de toute évidence, souhaite étendre son influence au-delà du sous-continent nord-américain. Sa zone d'action dans un premier temps s'étend à la partie sud des Amériques (ce qui explique la localisation de la conférence), mais comme il est toujours bon de ratisser large, le reste de la planète n'a pas été négligé. Le thème de la conférence, l'inté-

gration de l'homme et de la vie sauvage pour un avenir durable, suivait les traces de la Conférence des Nations unies pour l'environnement et le développement (dite « Conférence de Rio », 1992). Le terme *wildlife* sous-entendait, à tort dans le principe, « vie sauvage animale », donc faune seulement. Partant de là, TWS s'est embarquée sur le grand train de l'humanisation de la conservation : « la vie sauvage sera avec l'homme et grâce à l'homme ou elle ne sera pas ! » L'idée d'une planète saccagée où subsistent des îlots d'espoir et de prospérité protégés par des barbelés n'est plus au goût du jour.

Certains ont rapproché les intentions de TWS de la tendance générale aux États-unis qui veut que l'Oncle Sam retrouve son rôle d'arbitre planétaire sur tous les fronts. Celui de « l'environnement au sens large » en particulier est toujours porteur, surtout après la frustration de certains milieux (dans ces mêmes États-unis) à la suite du refus de G. Bush de signer la Convention sur la diversité biologique à Rio en 1992 (au bout du compte, une aubaine pour beaucoup), puis du retour de pendule dans le discours (et même les actions !) de l'administration de B. Clinton et de son complice Al Gore.

D'autre part, des financements colossaux sont toujours disponibles par le biais de l'USAID (Agence américaine pour le développement international) et, pourquoi pas, par celui de la prochaine phase de la GEF (*Global Environment Facility*) qui, administrée par la Banque mondiale et le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) et alors que la France y contribue financièrement beaucoup, bénéficie très peu aux agences techniques françaises. Les Français sont toujours absents — relativement — de la scène internationale de la conservation des ressources naturelles. C'est bien dommage, car ces financements seront bien sûr offerts à ceux qui auront su faire preuve de professionnalisme, d'expérience et... de bons contacts.

Les participants à la Conférence venaient de tous les bords : les chasseurs, les « antis », les chercheurs universitaires purs, les militants de base, les protectionnistes, les développeurs, etc. et malgré cela les débats sont toujours restés courtois (sauf exception). Les contributions étaient comme prévu de qualité variable dans le contenant comme dans le contenu. Très souvent, on a assisté à des opérations de publicité ouverte sur fond de la nouvelle vogue pour « l'écotourisme » (« *on a les projets de conservation qui marchent le mieux, venez en vacances chez nous !* »). La variété et le contenu des présentations ont reflété le dilemme du conservateur moderne :

« *C'est la nature qui m'intéresse, tant pis pour l'homme* »,

ou bien :

« *L'homme est l'entité prioritaire, le reste doit suivre tant bien que mal* ».

Beaucoup de participants (les Nord-Américains en particulier) étaient hors sujet, concentrés qu'ils étaient sur des systèmes de gestion de la faune qui excluent l'homme dans l'espace à conserver. Mais les « scientifiques » en particulier tentent de se raccrocher à tous les mouvements en voulant faire passer leurs travaux personnels de recherche biologique (au demeurant fort intéressants) pour des contributions au développement durable et à la conservation.

Les Sud-Américains brillaient par leurs succès et des initiatives originales qui peuvent donner à réfléchir pour bien des projets africains, Campfire en particulier (voir infra). Les Africains oscillaient encore entre la défense de solutions médiatisables parce que médiatiques (« *on protège parce que c'est tellement beau, c'est ça la vraie Afrique !* ») et la présentation de nouvelles approches (participation des communautés, utilisation de la faune comme ressource, etc.). On pouvait clairement sentir que les Africains présentaient des solutions dont ils n'étaient pas encore les maîtres mais plutôt les ouvriers. L'ombre des ONG occidentales planait sur les Kenyans, qui dirent ce qu'il « fallait » dire. Les Sud-Américains, au contraire, semblaient contrôler leurs choix et témoignaient de beaucoup plus de confiance ; l'équipe UICN d'Amérique centrale et du Sud a su occuper les débats et la place en général. Elle a fait preuve d'un vrai professionnalisme complété par la démonstration de sa passion pour son sujet.

Parmi les personnalités emblématiques, certaines ont déçu, rabâchant la même chose depuis trente ans et n'apportant donc rien de nouveau cette fois-ci (Mossman, « le Sage »). P. Bothma, « le parrain », a impressionné en redéfinissant (et il y en avait besoin) la sémantique moderne : « game ranching », « game farming », « game herding »... Seule déception, ces définitions ne laissent pas de place à l'utilisation traditionnelle de la faune à petite échelle et concernent peu l'intégration homme/ressources naturelles en milieu rural en Afrique. Elles se concentrent exclusivement sur les systèmes commerciaux à haute technologie et forts investissements d'Amérique du Nord et d'Afrique du Sud en particulier.

L'Afrique était peu représentée, à part le Kenya, grand ami des États-unis (tourisme oblige), qui était venu en force et l'Afrique du Sud (et États assimilés) qui cherchait à redorer son image : une armée de Blancs qui affirmaient que tout va de mieux en mieux. La France était représentée (cinq participants, dont votre narrateur), et pour toute l'Afrique francophone, il n'y avait que deux délégués, A. Tiéga (UICN Niger) et N. Assitou (UICN Congo), dont la communication a failli passer inaperçue du fait du manque de traducteur français-anglais... Sur environ 600 participants...

F. Lamarque (ministère de la Coopération) a brillamment présenté la stratégie de la France en matière de conservation de la faune en Afrique. Il est clair que la France est toujours perçue

(à tort) comme un joueur minime (et parfois bizarre, grâce aux émules de Brigitte Bardot) évoluant dans un coin du terrain de foot qui lui est réservé, jouant avec ses propres règles que personne d'autre ne comprend, ce qui n'est évidemment pas le meilleur moyen pour rafler les milliards de la GEF... Les efforts louables et les succès réels de toute l'équipe du ministère de la Coopération (dont le narrateur ne dépend pas, ndlr) doivent permettre de rattraper dix ans d'indifférence politique vis-à-vis du sujet. Mais cette lourde tâche ne prend pas le chemin d'être réalisée étant donné les coupes dans le budget 1994 de la Coopération ! Pourtant la France peut, dans ce domaine aussi, redevenir un « grand pays ». Je regrette de ce fait (pour la centième fois) que cette stratégie ne se concentre que sur les « pays du champ », les actions du ministère de la Coopération laissant, à tort, de côté toutes les potentialités de l'Afrique australe que le ministère des Affaires étrangères a découvertes. Les passerelles entre Coopération et Affaires étrangères semblent décidément être très difficiles à construire. Vivement une grande agence de développement qui pourra faire cesser ces absurdités !.

TWS a organisé une journée d'ateliers régionaux visant à définir les priorités des différentes régions. L'intérêt de cette initiative a été grandement limitée par le fait que cet exercice n'a pas pu être préparé à l'avance par les participants. Néanmoins, cela a été l'occasion de faire entendre à cette organisation américaine un discours dont elle n'a pas l'habitude : le monde est vaste, les États sont souverains, les gens sont conscients de leurs problèmes et connaissent des éléments de réponse... Le groupe Afrique australe ne comprenait malheureusement aucun Africain de souche (à part 2 Zambiens, arrivés le dernier jour en fin de l'atelier...). J'ai préféré ne pas contribuer à ce groupe pour grossir les rangs du groupe Afrique de l'Ouest francophone. L'accent a été mis sur l'importance de la valeur traditionnelle et alimentaire de la faune pour les populations, le poids et la responsabilité de la politique de la France en la matière, le besoin d'un professionnalisme multidisciplinaire plus solide et plus durable sur le sujet et regretté le manque de « base de connaissance » et de « forum d'idées ».

Retrouver l'intérêt local

Manger d'abord...

Un séminaire préliminaire a été organisé par le conseil international de la chasse sur « le rôle de la chasse dans la protection de la faune ». Pas de surprise. Les chasseurs sportifs étaient venus convaincre de leur contribution à la cause de la conservation. Il

semble que le principe de la démonstration ne soit plus discuté (au moins dans le milieu des professionnels de la conservation). Par contre, les limites de leur rôle sont toujours sujettes à discussion : le fait qu'ils paient et représentent entre 600 et 700 millions de personnes dans le monde occidental par exemple ne leur donne toujours pas le droit de régir la conservation de la faune : bonne ou mauvaise chose ? Une distinction très nette a été faite par les chasseurs entre les *game species*, animaux de chasse sportive et les *non game species* qui présentent peu d'intérêt pour le chasseur sportif, mais qui peuvent intéresser les populations locales. Cette distinction est très importante car la confusion est souvent faite sous le terme général de « faune » ou « game ». On ne conserve pas le lion de la même manière que l'on conserve le céphalophe. Il est temps que la terminologie évolue de manière sérieuse afin que l'on puisse enfin sérier les problèmes, en particulier dès lors qu'est posé le problème de la place de ces populations locales.

La chasse traditionnelle était en effet à l'ordre du jour. Elle joue le rôle ambiguë d'accusé-coupable et de solution possible. Les avis exprimés restaient mitigés, à part sur le fait que c'est une activité d'importance fondamentale que l'on connaît très peu car elle est presque partout illégale. Le législateur, en Afrique en particulier, s'est empressé d'imposer des mesures d'interdiction sans tenir compte du tout de sa capacité à faire appliquer la loi ni de l'avis des populations que ces mesures contraignent. On est arrivé à des situations absurdes qui perdurent faute d'instrument légal pour les modifier et qui ont l'effet exactement opposé à celui recherché : l'extermination systématique des espèces « protégées ».

Decker a redémontré que le facteur le plus important et le plus incompressible est l'homme. Au bout du compte, c'est l'homme du cru qui détermine son propre plan d'utilisation des sols. C'est cet homme qui décidera s'il veut de la faune ou pas. La volonté nationale n'a pas les ressources nécessaires pour imposer à cet homme quelque chose dont il ne veut pas. Le maillon essentiel de la chaîne de la conservation est sa participation volontaire et celle de sa famille. La qualité de la vie est déterminée par chaque individu en fonction de la manière dont ses propres priorités sont couvertes par son environnement et ses activités. En fin de compte, les besoins essentiels de l'être humain sont la nourriture et l'abri. Les gouvernements, pour leur part, cherchent à limiter l'exode rural afin de limiter la croissance anarchique des villes et d'assurer la production alimentaire, alors que les conservationnistes souhaitent accélérer l'exode rural afin de laisser la place à la faune et à la nature « originelle » en général. Or, un nombre croissant d'individus ne peut plus satisfaire ses besoins essentiels.

W. Van Hoven, du *Pilensberg Project* au Bophutatswana, affirme que la faune peut produire davantage de viande que l'élevage domes-

tique. La situation est d'habitude inverse. La zone doit être particulièrement sèche, la couverture graminée très pauvre et les bovins très peu performants, à moins que l'on ne prenne enfin en compte dans les évaluations le taux d'utilisation réel du cheptel domestique par les populations. La zone protégée où il travaille est appelée « kanyamazana » en tswana, c'est-à-dire « l'endroit pour avoir de la viande », preuve supplémentaire (puisqu'il va falloir le répéter à présent pendant 10 ans) que le paysan africain définit ce que nous appelons « faune » ou d'autres « game » (originellement « le jeu » pour les lords anglais), par son rôle nourricier. Le Projet Faune et Villages, du CIRAD/EMVT au Zimbabwe est donc bien en plein dans le mille !

Les systèmes modernes de conservation (protection et/ou utilisation) sont très souvent mis en place au détriment des populations vivant au contact de la faune. On interdit au paysan de chasser pour se nourrir afin de permettre à une société de safari (chasse ou photo) d'établir un hôtel ou un camp. Cette société fait très souvent de bonnes affaires. Au bout du compte, le paysan est perdant sur tous les fronts. La participation des communautés, le partage et la distribution des bénéfices sont absolument essentiels. Malheureusement, ils ne servent très souvent que de cache-misère car les bénéfices qui sont mis à la disposition des populations (emplois pour quelques personnes, distribution d'argent, etc.) couvrent très rarement le manque à gagner causé par l'abstinence en matière de chasse.

« L'écotourisme » est bien plus souvent utilisé comme terme de marketing que pour désigner des sociétés de tourisme qui sont réellement conscientes de leur responsabilités vis-à-vis de l'environnement et des populations locales. Le Costa Rica est à cet égard exemplaire : tout dans ce pays est « éco ». L'écotourisme n'y est ni plus ni moins que du tourisme de bonne qualité, intelligent (guides biologistes) et à faible impact (mais toujours de grande capacité).

Enseignements comparatifs

E. Barrow a répété que « *les populations locales sont des gestionnaires habiles de leurs ressources. On les considère souvent comme le problème principal du développement durable alors qu'elles en sont la solution latente... Si l'homme ne peut nourrir sa famille, la conservation des ressources est sans intérêt pour lui... En dernière analyse, tout gravite autour de l'estomac. L'argent n'est pas tout... Les relations entre l'homme et la faune ne sont pas seulement conflictuelles...* »

G.S. Rathore de la Fondation indienne Rathambore, l'a rejoint en affirmant clairement que « *la démonstration de la valeur économique de la diversité biologique ne contribuera pas au développement à long terme si elle ne prend pas en compte la valeur traditionnelle*

de la ressource aux yeux des populations. On ne peut pas manger des billets de banque ». On ne peut être plus clair ! La monétarisation de la ressource est la conséquence de la mise en place d'une approche occidentale. Cette approche échoue là où la ressource n'a jamais été considérée traditionnellement comme un objet commercialisable.

Le projet *Arctic Inuvialuit Land Claim* (Alaska) a poussé plus loin dans la démonstration de la valeur traditionnelle non monétaire de la faune en montrant l'importance culturelle et spirituelle des composantes de l'environnement. L'homme n'est qu'un élément de cet environnement, un invité qui ne peut se substituer à la volonté supérieure. Certaines communautés ne survivent par exemple que grâce au phoque ; si celui-ci disparaît, la communauté n'a plus de moyen de survie. Ce lien vital est connu des membres de la communauté. La viande est donc toujours manipulée avec respect et circonspection et suivant un cérémonial précis. L'exploitation de la loutre par les explorateurs et les colons au XVIII^e siècle (commerce intensif de fourrure) est toujours ressentie avec honte par les communautés qui ont laissé faire. La disparition de la loutre dans certaines zones a imposé le déplacement de tribus. Sa réintroduction a permis la renaissance des activités humaines. Certains disent « quand la marée est basse, la table est servie ». De toute évidence, il reste beaucoup à apprendre...

En Amérique Centrale, la forêt a une valeur économique faible mais elle a pourtant une valeur énorme pour les populations. Elle procure subsistance et solidité culturelle. L'exemple des Indiens Maya à Ejiro Xhs a été utilisé pour démontrer que la réalité commerciale du monde moderne peut s'accommoder de l'approche traditionnelle. Dans ce cas, la forêt est utilisée par les Indiens en fonction d'un plan de gestion qu'ils ont élaboré eux-mêmes, conscients du fait que leur menace principale est la surpopulation. La conservation des ressources est beaucoup plus difficile avec des populations déracinées ou qui n'ont pas de tradition ni de connaissance pratique des ressources et de leur importance. A Panama, les Indiens autochtones utilisent les mammifères forestiers, les oiseaux et les reptiles comme sources de nourriture, alors que les immigrants d'origine africaine ou espagnole ont une attitude très différente et les considèrent principalement comme objets de commerce et animaux de compagnie. La récolte des œufs de tortue marine a été légalisée au Costa Rica, mais ils ne sont vendus que sur le marché local, dont les besoins ne pourraient être satisfaits si l'exportation, certes plus rentable, était autorisée.

Expériences africaines

Le braconnage de l'éléphant par les Maasaï dans le parc national d'Amboseli au Kenya augmente tous les 7 ans lors des rituels

d'initiation des jeunes hommes de la communauté. Ceci concerne un petit nombre d'éléphants, mais cette pratique est toujours illégale (bien que incontrôlable !). De toute façon, la majorité des Masaï ne souhaite-t-elle pas la disparition pure et simple de l'éléphant ?

Tiéga a dressé un portrait réaliste du Niger. Dans les zones rurales, semi désertiques, les activités de subsistance sont l'agriculture, l'élevage et le « braconnage ». La population double tous les vingt et un ans. L'interdiction de la chasse en 1972 n'a absolument rien apporté, si ce n'est la disparition de la faune pour ouvrir les terres à l'agriculture et l'élevage. Mais l'environnement sahélien a un pouvoir extraordinaire de régénérescence. L'espoir se situe vraisemblablement du côté de la chasse et de l'écotourisme.

J'ai présenté mon expérience avec les Barotse et Lozi de la Province occidentale de la Zambie, le *Litunga* (leur Roi) et la *Cuta* (l'assemblée de ses ministres, dont un ministre pour la faune, un pour les poissons, un pour les pâturages etc.) afin d'alimenter le débat qui veut que le courant moderne de conservation des ressources et de la faune en particulier ne fait que réinventer (à grands frais) une « roue » qui a été désintégré au cours des dernières décennies. Le thème défendu, à savoir que la faune est quelque part utile aux populations sans intermédiaire monétaire, a suscité parfois l'agacement. Le cas des Barotse (500 000 personnes, éleveurs de bovins transhumants, restés très longtemps à l'écart du monde) connu de certains Sud-africains a généré un enthousiasme certain ! Des Africains savaient, bien avant nous, ce que conservation et utilisation rationnelle veulent dire. Tout allait bien, à part (!) l'utilisation des Tongas comme esclaves, jusqu'à ce que leur système monarchique soit détruit par la création de la Zambie indépendante (pour une fois, ce n'est pas le colonisateur qui porte le chapeau...) : en trente ans, l'éléphant et l'élan ont disparu, anéantis par les fonctionnaires avides de viande et impunissables. Aujourd'hui, l'UICN-Zambie essaie de renverser la vapeur, avec l'appui du gouvernement qui a reconnu qu'il est incapable de contrôler cette zone (immigration, contrebande d'armes avec l'Angola, trafic de bois de teck, etc.) et avec l'aide des finances hollandaises.

Mon engouement pour Campfire est bien connu (après tout, j'y contribue quotidiennement), tout autant que mes doutes récents sur l'ampleur de son succès réel. Ce congrès a clairement fait apparaître la démesure entre la propagande (parfois farfelue) pro-Campfire, largement soutenue par le puissant lobby des chasseurs, et l'ignorance quasi universelle des actions similaires (mais peu ou pas orientées vers la chasse sportive) menées dans de nombreux autres pays. On peut se réjouir de la réussite de cette opération de relations publiques largement motorisée par les batailles internationales sur l'éléphant et l'ivoire, tout en étant conscient du danger latent de cet excès. Attention au retour du pendule...

Retrouver l'homme

Le débat sur les succès respectifs des projets présentés s'est orienté souvent vers des enjeux plutôt éloignés des préoccupations réelles. La problématique des zones rurales en développement dans les pays du Sud peut se résumer de manière simple ainsi :

— L'homme doit utiliser la vie sauvage pour survivre ; il l'utilise anarchiquement donc menace sa conservation.

— L'homme doit se battre contre la vie sauvage qui le menace ; il cherche à la détruire, donc menace sa conservation.

Et si l'on veut qu'il conserve la ressource vie sauvage qui est à son contact, l'homme doit :

— en bénéficier de manière effective (en fonction de ses priorités),

— être impliqué activement dans le système de gestion (conservation et utilisation). Voilà les solutions :

— Utilisation rationnelle au bénéfice direct de l'homme = consommation ou transformation sur place, recours aux méthodes traditionnelles.

— Compensation des dommages occasionnés afin de permettre la tolérance par l'homme = Chasse sportive, tourisme, valeur monétaire, distribution de revenus.

Les projets type Campfire (Afrique anglophone en général, sauf rares exceptions) refusent pour l'instant la première partie de la problématique et ne se concentrent que sur la deuxième partie (monétariste) des solutions. L'Amérique Centrale et du Sud, l'Afrique de l'Ouest sont résolument de la première tendance (alimentaire et traditionnelle), dans les faits ou dans les intentions. Ceci conduit par exemple I. Bond (WWF, Zimbabwe) à affirmer que la chasse de subsistance (toujours interdite au Zimbabwe) est une menace pour Campfire et donc pour la conservation des ressources faunistiques ; cette affirmation repose sur la conviction que la faune ne sera conservée par les populations que si elles en tirent des bénéfices !... Au Guatemala, seule la chasse de subsistance est autorisée ! Un facétieux est même allé jusqu'à demander naïvement s'il fallait interdire aux populations de manger la faune et favoriser la chasse sportive exogène, s'il est vrai que le chasseur occidental rapporte plus d'argent à la communauté que le système traditionnel...

Les limites de la théorie monétariste de la faune sont apparues clairement. En analyse finale, il semble que l'approche « aristocratique », exclusivement « safari », soit incomplète et parfois difficile à défendre en raison des choix politiques et de l'histoire des pays concernés.

Il ne faut pas nous leurrer ou laisser l'arbre cacher la forêt. Le défi essentiel dans le cas considéré (zones rurales en dévelop-

pement) est bien autre que le seul succès de l'approche monétariste de programmes monétaristes type « Campfire ». Les efforts de conservation au niveau de la planète seraient bien vains si la communauté internationale se satisfaisait uniquement des récents succès du Zimbabwe en matière de réconciliation des populations rurales avec les animaux sauvages nuisibles : en résumé, les éléphants, les buffles et les félins ne sont plus massacrés par les paysans parce que ces derniers reçoivent une compensation monétaire pour les dommages subis, compensation payée par les animaux eux-mêmes (Safari de chasse) et non par l'État.

Le défi réel est bien plus à caractère agricole que protecteur de la faune. Il est d'assurer que le biotope procure de manière durable à une population croissante des bénéfiques suffisants pour lui permettre de vivre. Dans le cas qui nous intéresse, les ressources naturelles ne seront conservées que si elles participent au bien être (ou plutôt à la survie) des populations humaines. Ironiquement, le bien être des populations ne sera vraisemblablement assuré que par la conservation et l'utilisation légitime, à leur profit, de ces mêmes ressources qui sont leur seul capital et leur seul espoir. L'alternative présentée est le grand mouvement migratoire « écogène » que la Banque mondiale modélise déjà sur ordinateur, qui déplacera le problème sur la carte du monde (et d'Afrique en particulier) sans le résoudre. Dans le meilleur des cas (sic !), ces migrations seraient dirigées de pays du Sud vers un autre pays du Sud, laissant en paix les zones occidentalisées. Dans le pire des cas... N'importe quoi ?

Décentralisation

Revenons sur terre pour faire face au réalisable. Le choix reconnu pour approcher du but réel est la responsabilisation des populations rurales vis-à-vis des ressources contenues dans leur environnement. Cette responsabilisation ne pourra prendre corps que lorsque les communautés, devenues institutions de gestion de l'environnement, auront le contrôle de leur espace en toute confiance. Ceci signifie une maîtrise du régime d'utilisation de la ressource à tous les niveaux, intrants et profits en particulier. Les communautés deviendront maîtres de leurs choix vis-à-vis d'une ressource qui leur appartiendra. On parle, en quelque sorte, de l'avènement de la décentralisation qui, si elle fait se dresser les cheveux sur la tête des gouvernants occidentaux, fait pâlir d'inquiétude les gouvernants africains. Il est clair que la tactique qui semble être la seule solution consiste à retirer la propriété de la terre et de ces ressources des mains de l'État pour la remettre entre les mains des paysans via leurs représentants (une sorte de schéma de « privatisation »). La solution théorique est, comme on le voit, plutôt diffi-

cile à mettre en place. Les premiers pas ont été faits par exemple par Campfire (et bien d'autres...), mais nous n'en sommes qu'aux premiers pas. Déjà, un univers nouveau de contradictions et de blocages s'est fait jour... et pourtant c'est peut-être là que se trouve une des solutions pour certaines (nombreuses) zones rurales d'Afrique, une solution qui viendra compléter les efforts techniques de l'agriculture conventionnelle. La balle est dans le camp des politiques.

Une chose au moins est à présent sûre : les espèces animales (et végétales) sauvages n'ont plus à prouver leur valeur et leur potentiel pour le développement rural en Afrique, en complément de l'agriculture conventionnelle. Narcissiquement, il est seulement regrettable que la France ait été la dernière grande puissance à le reconnaître et ait accumulé, dans ce domaine, un certain retard par rapport à d'autres pays. Les systèmes à mettre en place pour utiliser l'ensemble des ressources de manière efficace sont beaucoup plus subtils et sophistiqués que ceux mis en place par le développement agricole conventionnel et ne peuvent être envisagés que par des équipes ou des individus résolument multidisciplinaires : de nouveaux défis pour les chercheurs et les développeurs et l'anéantissement des barrières sectorielles...

L'enjeu principal qui est apparu est donc la réconciliation des besoins impératifs des populations rurales avec la nécessité admise de conservation des ressources naturelles. D'une part, les développeurs acceptent les impératifs de conservation tout en se rendant compte que beaucoup d'entre eux faisaient déjà de la conservation sans le savoir et d'autre part, les conservationnistes reconnaissent que l'homme est un élément incompressible qu'ils doivent impérativement intégrer dans leurs équations. L'identification de méthodes appropriées et leur validité technique doivent aller de pair avec une volonté politique nationale et une participation volontaire des populations concernées.

Les chercheurs universitaires « purs » ne sont plus vraiment au goût du jour. A la suprématie passée des biologistes, à celle actuelle des économistes, est en train de succéder celle des sociologues, anthropologues, etc. Le mythe du professionnel multidisciplinaire va devoir devenir une réalité par la force des choses, mais son point fort sera la compréhension de l'homme avant la compétence en biologie.

Eric Féron
CIRAD/EMVT Zimbabwe